



Rapport annuel aux membres 2009 - 2010

Le porte-parole des entreprises canadiennes^{MD}

Branché!

Le pouvoir de façonner les politiques le pouvoir de notre réseau



Branchez-vous.

Association de gens d'affaires la plus importante et influente du Canada, la Chambre de commerce du Canada assure la liaison entre les entreprises et le gouvernement fédéral. Elle exerce une influence constante sur les politiques publiques et le processus décisionnel au profit des entreprises, des collectivités et des familles du Canada.

Découvrez la puissance d'un réseau de plus de 340 chambres de commerce représentant 175 000 entreprises de toutes tailles, actives dans tous les secteurs d'activité dans chaque région du pays.

Faites-vous entendre.



Le porte-parole des entreprises canadiennes^{MD}
BRANCHÉ!



Table des matières

Message du président	2
Message de la présidente du conseil d'administration	3
Association de gens d'affaires la plus influente du Canada	4
Fiscalité	5
Énergie et environnement	8
Propriété intellectuelle, technologie et politique en matière de concurrence	10
Transport et frontière canado-américaine	12
Commerce international	15
La voie de l'avenir	17
Un monde d'accès	21
Services commerciaux	22
Comment participer – événements de 2010	23
Partenaires d'événements de 2009	25
Conseil d'administration	26



2009 : une année de défis et de réalisations



Tout le monde sait que l'année 2009 a été difficile pour les entreprises canadiennes. À l'instar des autres pays, le Canada a ressenti les effets d'une des contractions économiques les plus graves depuis la Grande Crise, il y a huit décennies. Familles et entreprises ont dû se serrer la ceinture pour composer avec la récession. Les organismes membres de la Chambre de commerce du Canada n'ont pas fait exception.

Et pourtant, en dépit de ces enjeux, la Chambre de commerce du Canada termine l'année 2009 encore plus solide et efficace qu'au début de l'année. En effet, le nombre d'entreprises, de chambres de commerce locales et d'associations membres a augmenté par rapport à la même période l'année dernière. Nous avons ajouté des activités comme *Vers un avantage économique*, conférence organisée en partenariat avec Microsoft Canada portant sur les mesures à prendre pour aider les entreprises canadiennes à réussir dans un contexte de reprise économique mondiale. En outre, pour renforcer l'impact de nos travaux d'intervention, nous avons publié d'importants rapports sur un vaste éventail de questions et collaboré avec les partis politiques pour façonner le programme du gouvernement.

Je tiens à remercier le président sortant de notre conseil d'administration, Roger Thomas. Sa vision, son dynamisme et son engagement à l'égard de la Chambre ont été essentiels aux progrès que nous avons réalisés et, particulièrement, au renforcement de la Chambre de commerce du Canada et de son réseau durant l'année. Roger réunit les meilleures qualités des chefs d'entreprise du Canada.

Notre réussite en 2009 est le fruit de l'extraordinaire engagement de nos membres, de notre conseil d'administration et de notre personnel dévoué. Tous reconnaissent que, dans des moments comme ceux-ci, la Chambre de commerce du Canada et son réseau sont plus nécessaires que jamais. La Chambre de commerce du Canada est la seule organisation qui représente des entreprises de toutes tailles actives dans tous les secteurs et dans toutes les régions du pays. À vrai dire, elle dote les entreprises du Canada d'une voix puissante et efficace.

À l'approche de 2010, nous anticipons que l'économie canadienne persistera sur la voie de la relance, mais croyons que celle-ci sera lente et parfois incertaine. Pour maintenir la relance et renforcer la capacité concurrentielle des entreprises canadiennes sur le marché mondial, nous devons mobiliser notre imagination et notre énergie comme nous l'avons fait pour composer avec la récession.

La Chambre de commerce du Canada est déterminée à apporter une contribution. Nous élaborerons de nouvelles initiatives stratégiques, réunirons les intervenants pour créer des stratégies communes visant à surmonter les obstacles auxquels font face les Canadiens et organiserons de nouvelles activités pour promouvoir la croissance et les débouchés économiques. À titre d'exemple, en avril prochain nous serons les hôtes du Sommet des affaires préalable aux rencontres du G8 et du G20.

Nous envisageons avec enthousiasme une excellente année sous la direction de Shauneen Bruder, nouvelle présidente de notre conseil d'administration. Shauneen apporte à la Chambre de commerce du Canada une vaste expérience en affaires et un indéfectible engagement à renforcer le réseau de la Chambre partout au pays.

Au nom du personnel de la Chambre de commerce du Canada, je vous remercie de votre soutien durant l'année qui vient de s'écouler. Nous avons hâte de travailler avec vous en 2010 pour créer des opportunités et favoriser la prospérité des familles et des entreprises de toutes les régions du Canada.

L'honorable Perrin Beatty

Message de la présidente du conseil d'administration



C'est pour moi un honneur d'assumer la présidence du porte-parole le plus convaincant des entreprises du Canada et un privilège de travailler avec un conseil d'administration exceptionnel et une équipe de professionnels engagés et talentueux dirigée par Perrin Beatty.

Le réseau de la Chambre a toujours été une source de grande valeur pour moi, professionnellement et personnellement. Sur le plan professionnel, il favorise une participation valable à l'élaboration des politiques qui influencent l'avenir de notre pays, de nos enfants et de nos entreprises. Et en tant que chef d'entreprise, je sais à quel point il est approprié de donner aux entreprises cette voix unique par l'entremise de la Chambre de commerce du Canada. En effet, chacun d'entre nous souhaite apporter sa contribution à nos entreprises, à nos collectivités et à notre pays. La voix que la Chambre nous donne concrétise ce souhait.

Je tiens à remercier le président sortant de notre conseil, Roger Thomas, de son leadership solide durant l'année tumultueuse qui vient de s'écouler. Je vais garder à l'esprit les sages conseils qu'il a prodigués à la fin de son mandat. Il a dit que, lorsqu'il tente de résoudre les nombreux enjeux qui touchent le milieu des affaires

du Canada, le personnel de la Chambre doit toujours proposer des options positives et équilibrées – faire partie de la solution et non du problème. Ce sont des paroles sages étant donné la complexité et l'ampleur des enjeux qui nous attendent.

En votre nom et avec votre soutien, je me concentrerai sur quatre secteurs clés au cours des 12 prochains mois :

- Engager, coordonner et renforcer la puissance du réseau de la Chambre en assurant la représentation des entreprises au Canada.
- Continuer d'assumer un leadership éclairé sur les politiques gouvernementales. Cet impératif est plus important que jamais étant donné les enjeux budgétaires et économiques auxquels nous faisons face durant les périodes d'incertitude.
- Continuer de renforcer et d'élargir nos maillages avec le gouvernement fédéral.
- Concentrer nos efforts sur des avantages à valeur ajoutée pour le réseau, les sociétés membres de la Chambre et le gouvernement.

Nos accomplissements de la prochaine année miseront sur les réussites importantes de l'année dernière. Nos efforts collectifs au cours des 12 derniers mois ont fait avancer des dossiers dans lesquels nous intervenons depuis longtemps. Nos travaux ont porté leurs fruits.

Je suis extrêmement fier des réalisations du réseau de la Chambre à ce jour et j'ai hâte de voir les accomplissements que nous réaliserons collectivement au cours des prochaines années. Forte de la voix unique et différenciée de notre réseau, qui représente le pouvoir collectif des chefs d'entreprise du pays tout entier, la Chambre doit influencer les politiques qui auront une incidence non seulement sur notre avenir, mais sur celui de la prochaine génération. Il importe plus que jamais de faire entendre la voix des entreprises.

Shauneen Bruder
Présidente du conseil d'administration, 2009-2010



Association de gens d'affaires la plus influente du Canada



La Chambre de commerce du Canada est l'organisme de gens d'affaires le plus influent du Canada. Le gouvernement, les chefs d'entreprise et les médias sollicitent ses opinions et les respectent, car ses rapports, analyses, énoncés de position et résolutions de politique sont bien documentés et reflètent une perspective exhaustive du monde des affaires.

Le processus d'élaboration des politiques de la Chambre de commerce du Canada a une grande portée et traite d'un éventail de questions qui touchent les entreprises canadiennes. Chaque segment du réseau de la Chambre y participe. Les chambres membres et les comités d'experts en politiques de la Chambre, composés de représentants de sociétés membres, façonnent le programme d'action de la Chambre en soumettant des résolutions de politique pour débat au congrès annuel.

« La Chambre de commerce du Canada est vraiment le 'porte-parole des entreprises canadiennes' au pays et à l'étranger. Ses travaux sur les questions Canada-États-Unis et, en particulier, sa délégation à Washington ont été très utiles pour notre entreprise. Les liens tissés grâce au réseau de la Chambre ont dégagé une réelle valeur pour nous. »

Martin Lockyer, vice-président, services juridiques et secrétaire général, CHC Helicopter

Ces politiques deviennent le programme d'action fédéral du réseau – la Chambre de commerce du Canada et ses membres constituent une puissante force pour les entreprises.

La Chambre de commerce du Canada est unique; en effet, aucun autre organisme de gens d'affaires ne possède un réseau aussi vaste et diversifié. Seule la Chambre peut inciter ses membres communautaires du pays tout entier à agir pour obtenir des résultats pour les entreprises grandes et petites de chacune des régions du Canada.

À cause de sa dimension et de sa portée, la Chambre de commerce du Canada est le véritable porte-parole des entreprises canadiennes et l'association de gens d'affaires la plus influente du Canada. Quand la Chambre parle, les gens écoutent.

« Je m'investis dans les chambres de commerce depuis des années et j'ai toujours été conscient des avantages dont notre entreprise bénéficie à l'échelle locale. Constatant maintenant l'efficacité avec laquelle la Chambre de commerce du Canada défend nos intérêts au palier fédéral et le respect qu'elle inspire, je sais que nous pouvons changer les choses quand nous nous exprimons d'une seule voix en faveur de politiques qui profitent non seulement aux entreprises, mais à la collectivité tout entière. »

*Barry Rempel,
président-directeur général,
Winnipeg Airports Authority*

« La principale force de la Chambre a toujours été la puissance de son réseau. Parce qu'un aussi grand nombre de personnes peuvent se regrouper et exprimer une opinion consensuelle, les politiciens et les décideurs qui dirigent notre pays reçoivent un message fort et clair quand la Chambre de commerce du Canada expose sa position. »

*Roger Thomas,
président sortant du conseil d'administration de
la Chambre de commerce du Canada
administrateur, FLINT Energy Services Ltd.*



Objectifs pour les prochaines étapes

- Insister pour que le gouvernement fédéral présente un plan réaliste pour équilibrer le budget et éviter les déficits structurels à long terme. S'assurer que le gouvernement restreint les dépenses de programmes et s'engage à consacrer les excédents futurs au remboursement de la dette.
- Restructurer le régime d'assurance-emploi du Canada pour accroître l'équité, inciter les entreprises à réduire les mises à pied, encourager l'embauche, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et éviter que les coûts du programme entravent l'activité économique, la création d'emplois, l'entrepreneuriat et la prise de risques.
- Voir à ce que le régime fiscal du Canada contribue à attirer et à retenir les travailleurs qualifiés, les entreprises et les capitaux essentiels à notre compétitivité internationale.

Ce que la Chambre a obtenu pour vous

- Un meilleur accès au crédit pour les consommateurs et les entreprises du Canada, notamment pour les petites entreprises, grâce au Programme de financement des petites entreprises du Canada et à la Banque de développement du Canada.
- Une hausse du montant personnel de base et des limites supérieures des deux fourchettes d'imposition inférieures qui fournira aux Canadiens un allègement fiscal de 1,9 milliard \$ en 2009-2010 et de près de 2 milliards \$ en 2010-2011.
- Un doublement de l'allègement fiscal procuré par la Prestation fiscale pour le revenu gagné afin d'encourager les gens à participer à la main-d'œuvre et les bénéficiaires de la Prestation à prolonger leurs heures de travail. Cette mesure fournira aux Canadiens un allègement fiscal additionnel de 580 millions de dollars par an.
- Une déduction pour amortissement (DPA) temporaire de 100 % pour les ordinateurs acquis après le 27 janvier 2009 et avant le 1^{er} février 2011. Les entreprises canadiennes économiseront ainsi 340 millions de dollars au cours de l'exercice 2009-2010 et 355 millions de dollars en 2010-2011.
- Le prolongement de l'application temporaire de la déduction pour amortissement accéléré au taux de 50 % pour les investissements en machines et en matériel de fabrication ou de transformation admissibles effectués en 2010 et en 2011. Cette mesure encouragera les entreprises à se restructurer et à se rééquiper pour répondre aux enjeux économiques

de l'heure, à accroître leur productivité et à se positionner en vue d'une réussite à long terme. Elle fournira aux entreprises canadiennes un allègement fiscal de 990 millions de dollars durant la période allant de 2011-2012 à 2013-2014.

- Des économies de 440 millions de dollars pour l'industrie canadienne au cours des cinq prochaines années grâce à l'élimination permanente des tarifs sur un éventail de machines et de matériel.
- Une hausse du montant des revenus des petites entreprises qui est admissible au taux de 11 %, le faisant passer de 400 000 \$ à 500 000 \$ à partir du 1^{er} janvier 2009. Cette mesure permettra aux petites et moyennes entreprises d'économiser 45 millions de dollars au cours de l'exercice 2009-2010 et 80 millions de dollars en 2010-2011.
- L'abrogation des contraintes de déductibilité de l'intérêt prévues au paragraphe 18.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* qui doit entrer en vigueur en 2012 et permettra aux entreprises canadiennes d'économiser 185 milliards de dollars sur deux ans.

- Un engagement à travailler avec les provinces qui imposent une taxe de vente au détail pour harmoniser leurs taxes avec la TPS. L'Ontario et la Colombie-Britannique harmoniseront à compter du 1^{er} juillet 2010.
- Un allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées régis par le fédéral.



Comité

Comité de la politique économique et de la fiscalité

Président : *Peter Harris*, Cassels, Brock & Blackwell

Le Comité regroupe des économistes et des fiscalistes, notamment des représentants du secteur des services financiers et des professions comptable et juridique, ainsi que des représentants de l'industrie. Ses principales fonctions sont les suivantes : examiner et commenter les questions liées à la politique économique et fiscale nationale; préparer des résolutions de politique et passer en revue les résolutions soumises par les membres; examiner les rapports, énoncés et mémoires de la Chambre dans les domaines de la politique économique et de la fiscalité; offrir des conseils et des directives à la Chambre en ce qui concerne les questions de politique économique et de fiscalité; et rester en contact avec les autres comités de la Chambre au besoin.

Leadership éclairé

Série sur la politique économique

En 2009, la Chambre de commerce du Canada a lancé sa *Série sur la politique économique*. Cette série de rapports de recherche autonome aborde des questions de politique publique clés au Canada. Parmi les sujets traités, mentionnons l'immigration, la gouvernance mondiale, l'énergie, l'inflation et la déflation et l'aspect économique des élections. En décembre, la Chambre a publié son document annuel *Perspectives économiques*.



L'avantage économique : c'est le Canada contre le reste du monde

Dans le cadre de la conférence *Vers un avantage économique 09*, tenue le 21 octobre 2009 en association avec l'initiative CAN>WIN de Microsoft® Canada, et de sa série d'énoncés de politique sur le leadership éclairé, la Chambre de commerce du Canada a publié le rapport intitulé *L'avantage économique: c'est le Canada contre le reste du monde* en novembre dernier. Le rapport explique les principales tendances qui transforment radicalement

la conjoncture économique et leur incidence sur les entreprises du Canada. Il se penche sur deux questions clés : comment les entreprises peuvent-elles réussir au sein d'un marché mondial en pleine évolution et que peut faire le gouvernement pour assurer la prospérité à long terme de l'économie et la réussite mondiale des entreprises du pays?

Pour consulter ces rapports, se rendre à la section Politiques du site Web de la Chambre à www.chamber.ca.

Énergie et environnement

Objectifs

pour les prochaines étapes

- Encourager l'établissement d'un nouveau cadre réglementaire sur les gaz à effet de serre (GES) comprenant des objectifs réalisables à court, moyen et long terme qui ne nuisent pas à la compétitivité de nos entreprises et des mesures de conformité de rechange telles que l'échange de droits d'émission et un fonds pour la technologie.
- Intervenir en faveur d'un nouvel accord international sur les GES pour la période postérieure à 2012 mettant en cause tous les principaux pays émetteurs de GES, notamment les États-Unis, la Chine et l'Inde.
- Promouvoir l'élaboration d'une politique énergétique traitant de toutes les formes de production d'énergie et prévoyant suffisamment d'infrastructures pour assurer à l'Amérique du Nord l'accès à un approvisionnement énergétique sûr qui répondra aux besoins de ses économies croissantes.
- Examiner la politique énergétique et environnementale du Canada et recommander des améliorations destinées à assurer la compétitivité des entreprises canadiennes dans tous les secteurs de l'économie.

Ce que la Chambre a obtenu pour vous

- L'accord de Copenhague de décembre 2009 est un pas vers l'élaboration d'un accord à long terme sur le changement climatique. Il insiste sur deux questions importantes pour le Canada : tous les grands émetteurs doivent prendre des mesures d'atténuation et présenter des rapports de vérification sur leurs progrès.
- Une allocation de 1 milliard de dollars sur cinq ans pour un fonds pour l'énergie propre qui appuie les technologies d'énergie propre. Ce soutien comprend le versement de 150 millions de dollars pour la recherche et de 850 millions de dollars pour la mise au point et la démonstration de technologies prometteuses, y compris des projets à grande échelle de captage et de stockage du carbone. Ces fonds devraient générer des investissements d'au moins 2,5 milliards dans les technologies propres.
- Un renforcement de l'avantage nucléaire du Canada grâce à l'octroi de 351 millions de dollars à Énergie atomique du Canada limitée pour ses activités, notamment la mise au point du réacteur

CANDU avancé, et pour assurer la sécurité et la fiabilité des activités des laboratoires de Chalk River.

- Un engagement à consulter les intervenants pour déterminer les actifs particuliers qui sont utilisés dans le captage et le stockage du carbone, en vue d'accorder une déduction pour amortissement accéléré relativement à ces investissements.
- L'octroi de 300 millions de dollars de plus sur deux ans au programme écoÉNERGIE Rénovation afin d'appuyer la rénovation de quelque 200 000 maisons de plus pour aider les Canadiens à réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre.
- L'affectation de 87 millions de dollars au cours des deux prochaines années aux installations essentielles de recherche dans l'Arctique qui fournissent l'information requise pour comprendre les effets du changement climatique et s'y adapter.
- L'octroi de 37,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2009-2010 pour effectuer des évaluations environnementales, coordonner les activités de réglementation, mener des travaux scientifiques et consulter les Autochtones au sujet du Projet gazier Mackenzie.

Comité

Comité de l'énergie et de l'environnement

Président : *Robert J. Redhead*, Newalta Corporation

Le Comité de l'énergie et de l'environnement regroupe des experts de sociétés membres du pays tout entier. Ces experts examinent les politiques canadiennes touchant l'énergie, les ressources naturelles et l'environnement et recommandent des améliorations destinées à assurer la compétitivité des entreprises canadiennes dans tous les secteurs de l'économie. Ils discutent également de mesures à prendre pour améliorer l'efficacité énergétique et encourager les membres de la Chambre à continuellement améliorer l'environnement.

Leadership éclairé

Relancer la prospérité canadienne : Pour une exploitation du plein potentiel du secteur de l'énergie et un accès continu à des approvisionnements en énergie stables, sûrs, propres, souples et à bon prix

Les membres de la Chambre de commerce du Canada représentant producteurs et utilisateurs d'énergie ont développé une position commune invitant les gouvernements de tous les paliers à se regrouper pour élaborer une stratégie canadienne de l'énergie durable. Elle pose également les fondements d'une série de documents qui analyseront plus à fond les diverses questions liées à l'énergie devant être traitées.

Pour consulter ce rapport, se rendre à la section Politiques du site Web de la Chambre à www.chamber.ca



Propriété intellectuelle, technologie et politique en matière de concurrence

Objectifs

pour les prochaines étapes

- Inciter le gouvernement à élaborer une stratégie nationale sur les technologies de l'information et des communications pour maintenir la compétitivité internationale du Canada.
- Continuer promouvoir les politiques concernant la protection des droits de propriété intellectuelle. La Chambre de commerce du Canada est le siège des travaux du Conseil canadien de la propriété intellectuelle qui :
 - accroît la sensibilisation au régime de protection de la propriété intellectuelle du Canada en formant des partenariats avec les chambres locales et les organismes d'application de la loi.
 - participe à des réunions et autres événements liés à la propriété intellectuelle au pays et à l'étranger.
- Obtenir le dépôt et l'adoption d'une loi sur le droit d'auteur qui protège les entreprises actives au Canada.
- Surveiller la stratégie numérique du gouvernement et y répondre.
- Continuer de surveiller et de commenter les propositions législatives concernant la *Loi sur la concurrence*.

Ce que la Chambre a obtenu pour vous

- Le Conseil canadien de la propriété intellectuelle a continué d'exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il apporte au régime de propriété intellectuelle du Canada des modifications qui profiteront aux entreprises de toutes tailles engagées dans l'économie du savoir. Le gouvernement continue d'affirmer qu'il apportera des modifications qui amélioreront le système de droits de propriété intellectuelle du pays.
- L'octroi de 225 millions de dollars sur trois ans dans le budget de 2009 pour les services Internet à large bande et en milieu rural.
- La défaite du projet de loi C-273 qui aurait eu des retombées négatives pour les titulaires de droits de propriété intellectuelle.
- La publication d'une carte de pointage destinée au ministre de l'Industrie concernant l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence.

Comités

Comité du commerce électronique et des télécommunications

Président : *David Kidd*, Blakes, Cassels & Graydon

Le Comité du commerce électronique et des télécommunications regroupe des gens d'affaires chevronnés dans le secteur des télécommunications et des technologies de l'information et des communications. Il surveille et commente les politiques gouvernementales et contribue à celles que nos membres estiment avantageuses pour le milieu des affaires. Il s'attache également à encourager l'adoption des TIC, particulièrement auprès des experts du domaine, pour assurer que le Canada reste innovateur et concurrentiel à l'échelle mondiale.

Comité de la propriété intellectuelle

Président : *Lee Webster*, Osler, Hoskin & Harcourt LLP

Ce Comité regroupe des juristes et des professionnels de l'industrie qui s'intéressent à la protection de la propriété intellectuelle. Il surveille les développements à l'échelle nationale et internationale susceptibles d'affecter les droits de propriété intellectuelle des membres.

Comité du droit et de la politique de la concurrence

Président : *John Clifford*, McMillan

Le Comité du droit et de la politique de la concurrence regroupe principalement des avocats représentant des cabinets ou des corporations qui possèdent une expertise du domaine de la concurrence. Il surveille et commente les travaux du gouvernement fédéral (Bureau de la concurrence) et les propositions législatives. Dans le cadre de ses fonctions, le Comité fournit des conseils techniques et stratégiques à la Chambre de commerce du Canada et rédige des mémoires et autres documents d'intervention.

Leadership éclairé

Une heure propice au changement : vers une nouvelle ère pour les droits de propriété intellectuelle au Canada

Ce rapport publié en février souligne l'importance des droits de propriété intellectuelle pour l'économie et recommande au gouvernement d'agir pour hisser le régime de protection des droits de propriété intellectuelle du Canada au même niveau que ceux de nos partenaires commerciaux internationaux.

Planifier l'avenir de l'économie numérique : clé de la réussite économique du Canada

Ce document publié en juin démontre l'importance de l'adoption et de l'utilisation du commerce électronique. Il recommande au gouvernement fédéral de travailler avec le milieu des affaires pour promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et des communications afin que notre pays reste concurrentiel à l'échelle mondiale.

Pour consulter ces rapports, se rendre à la section Politiques du site Web de la Chambre à www.chamber.ca



Transport et frontière canado-américaine



Objectifs

pour les prochaines étapes

- Promouvoir les recommandations des quatre piliers de la stratégie nationale de transport de la Chambre de commerce du Canada.
- Tenter d'obtenir une infrastructure pour la frontière, les portes d'entrée et les transports en commun pour faciliter le transport multimodal des biens et des personnes.
- Améliorer et accélérer le processus d'examen réglementaire afférent à l'aménagement de l'infrastructure.
- Mettre en œuvre un projet pilote cogéré avec les États-Unis pour utiliser les ressources frontalières et coordonner les projets d'infrastructure plus efficacement.
- Faciliter les voyages et le commerce et réduire l'opacité de la frontière et, pour ce, réduire les temps d'attente à la frontière et assurer l'efficacité et l'efficacité des programmes pour voyageurs et commerçants préapprouvés.

Ce que la Chambre a obtenu pour vous

- Le Canada et l'Union européenne ont finalisé un accord « ciel ouvert » qui libéralise les voyages aériens entre les deux régions. Cet accord améliore l'accès aux marchés et renforce la concurrence.
- Dans le budget de 2009, qui visait en partie à stimuler l'économie grâce à des dépenses d'infrastructure, le gouvernement a énoncé des mesures portant sur des investissements pour le maintien et la remise en état de l'infrastructure nationale de transport vieillissante du Canada. Engagements au titre du budget :
 - L'établissement d'un Fonds de stimulation de l'infrastructure doté de 4 milliards de dollars sur deux ans pour financer des projets d'infrastructure provinciaux, territoriaux et municipaux prêts à démarrer.
 - Un engagement à mettre en place les cadres législatif et stratégique de partenariats entre les secteurs public et privé.
 - L'accélération, jusqu'à 1 milliard de dollars sur deux ans, des paiements effectués dans le cadre de l'initiative de Financement de base pour les provinces et les territoires du Plan Chantiers Canada, afin de mettre en œuvre des projets d'infrastructure prêts à démarrer.
 - Un engagement à accélérer le processus d'approbation des grands projets d'infrastructure. L'objectif est de diminuer de 12 mois la période de temps entre l'annonce et le démarrage des projets.
 - Des fonds additionnels de 407 millions de dollars à Via Rail Canada pour appuyer les améliorations à l'infrastructure dans le corridor Montréal-Ottawa-Toronto.



- Un investissement fédéral dans l'infrastructure frontalière, notamment un montant de 95 millions de dollars pour les importants postes frontaliers de Prescott et de Huntingdon, l'autoroute du Pacifique, Fort Erie et Sarnia.
- Une hausse des niveaux de services frontaliers financés par l'État aux aéroports suivants : Toronto City Centre, Deer Lake, Saskatoon et Regina.
- Un cadre de politique doté de critères clairs, mesurables, transparents et pondérés pour catégoriser les aéroports de l'ASFC en fonction des volumes de passagers, de la distance vers les endroits desservis et de la fréquence des vols. Tous les critères doivent être respectés avant que l'emplacement soit admissible à des services nouveaux ou améliorés de l'ASFC.
- Un accord Canada-États-Unis visant à améliorer la sécurité et à accélérer les voyages et le commerce. Ces initiatives incluent un accord en vue d'harmoniser le Customs Trade Partnership Against Terrorism des États-Unis et le programme Partenaires en protection du Canada et d'assurer l'acceptation des cartes NEXUS et EXPRES pour voyageurs préapprouvés à tous les ports d'entrée terrestres et maritimes.
- Le gouvernement canadien élabore un plan de secours pour assurer la circulation des personnes et des marchandises durant et après une urgence à la frontière.

Comité

Comité des transports

Président : *Keith Robson*, JKR & Associates Inc.

Le Comité des transports a pour mandat d'examiner et de commenter les questions d'envergure fédérale dans le domaine du transport, de recommander des démarches axées sur l'adoption des politiques de la Chambre de commerce du Canada, de procéder à l'examen et à l'analyse des questions de politique liées au transport et de rédiger des rapports sur ces questions.



Leadership éclairé

À la recherche d'un équilibre :
Réduire les coûts de la frontière tout en renforçant la sécurité

Ce deuxième rapport rédigé par une coalition dirigée par la Chambre de commerce du Canada et la Chambre de commerce des États-Unis en association avec 47 associations canadiennes et américaines présente des recommandations précises, à court terme pour réduire les coûts de la frontière tout en renforçant la sécurité.



Série de rapports sur une stratégie de transport :
Quatre piliers d'une stratégie nationale de transport

Cette série de rapports dirigée par le Comité des transports de la Chambre de commerce du Canada invite le gouvernement du Canada à formuler et à mettre en œuvre une stratégie nationale de transport fondée sur quatre piliers : une vision nord-américaine; un investissement dans l'infrastructure de transport multimodal; un contexte réglementaire et fiscal concurrentiel; et l'adoption d'un plan économique, social et environnemental durable.

Pour consulter ces rapports, se rendre à la section Politiques du site Web de la Chambre à www.chamber.ca



Commerce international



Objectifs

pour les prochaines étapes

- Diriger la contribution des entreprises des pays du G8 et du G20 aux sommets des dirigeants du G8/G20 et, pour ce, animer le quatrième Sommet d'affaires annuel du G8/20 axé sur l'atteinte des objectifs de relance à la suite de la crise financière et économique; favoriser la croissance économique grâce à la libéralisation du commerce et de l'investissement; et faire avancer le dossier du changement climatique post-Copenhague.
- Promouvoir la conclusion réussie du programme de développement de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui rendra les marchés plus accessibles aux entreprises canadiennes.
- Intervenir en faveur de la conclusion d'un accord économique et commercial global (AECG) Canada-UE équilibré et ambitieux qui fournira des débouchés aux producteurs de biens et de services canadiens.
- Favoriser le renforcement continu des relations économiques du Canada avec les économies nouvelles à forte croissance, particulièrement la Chine et l'Inde.
- Appuyer l'approbation parlementaire des accords de libre-échange en suspens, notamment des accords de libre-échange Canada-Colombie et Canada-Panama, et favoriser la conclusion de l'Accord de libre-échange Canada-Corée pourvu que les obstacles tarifaires et non tarifaires affectant le commerce et l'investissement soient réglés d'une manière équilibrée.

Ce que la Chambre a obtenu pour vous

- Le Canada et l'Union européenne ont entamé des négociations en vue d'un accord économique et commercial global équilibré et ambitieux qui pourrait générer 40 milliards dollars par an dans les secteurs du commerce et de l'investissement.
- La Chine a octroyé le Statut de destination approuvée (SDA) au Canada.
- L'Accord de libre-échange Canada-Pérou a été approuvé et est entré en vigueur le 1er août.
- Le gouvernement du Canada a conclu les négociations en vue d'un accord de libre-échange avec Panama et a commencé son examen juridique de l'accord.
- Les gouvernements du Canada et de l'Inde ont mis sur pied un groupe d'étude mixte qui établira le cadre d'un accord de partenariat économique exhaustif entre les deux pays.



- Le gouvernement du Canada cherche activement à renforcer les relations économiques avec les économies nouvelles à forte croissance, particulièrement la Chine et l'Inde et autres économies de l'Asie-Pacifique. Les visites des ministres et du premier ministre soulignent cet engagement.
- Le gouvernement du Canada s'est engagé à hausser les seuils d'examen pour les investissements étrangers afin de faciliter l'entrée des capitaux sur le marché canadien.

Comités

Comité des affaires internationales

Coprésidents :

Milos Barutciski, Bennett Jones LLP

Cliff Sosnow, Blake, Cassels & Graydon

Le Comité des affaires internationales est le comité directeur de la Chambre de commerce du Canada en matière de politique internationale. Il examine les développements sur le plan du commerce et de l'investissement et recommande des positions de politique au gouvernement fédéral.

Comité de l'arbitrage international

Président : *Gerald Ghikas*, Borden Ladner Gervais LLP

Le Comité de l'arbitrage international regroupe des représentants de sociétés membres, principalement de cabinets juridiques du pays et de l'étranger, et du monde universitaire ainsi que des praticiens exerçant seuls qui possèdent une expertise dans le domaine de l'arbitrage commercial international. Le Comité suit les développements des politiques et des règles se rapportant à l'arbitrage commercial international. Le Comité de l'arbitrage international de la Chambre de commerce du Canada est le comité national pour le Tribunal d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) et il nomme les arbitres dans les causes d'arbitrage à la demande du Tribunal de la CCI.



La voie de l'avenir



Plan stratégique 2008-2011

La Chambre de commerce du Canada s'efforce d'accroître la prospérité canadienne depuis 83 ans. Les membres du réseau de la Chambre sont fiers de leurs réalisations collectives, mais savent que les plus importantes contributions sont à venir.

Alors que la révolution en cours dans le milieu des affaires refaçonne la stratégie, les opérations et les acquis des entreprises canadiennes, la Chambre de commerce du Canada renouvelle son environnement opérationnel ainsi que son orientation future, ses priorités et ses opérations.

Le renouvellement débute par une vision convaincante – une définition de la réussite future. La Chambre de commerce du Canada s'est donné comme vision d'être l'association de gens d'affaires la plus influente du Canada, car elle sera ainsi considérée comme le lien principal et vital entre les entreprises et le gouvernement fédéral et aura un impact manifeste sur les politiques et le processus décisionnel du gouvernement au profit des entreprises et de la collectivité en général.

Les éléments clés de la nouvelle orientation stratégique de la Chambre de commerce du Canada découlent de sa suprématie nationale sur quelques questions d'affaires cruciales où son savoir-faire et l'ampleur de son effectif lui confèrent une unique légitimité.

Objectifs

- 1 Renforcer la capacité de recherche et d'élaboration des politiques afin d'appuyer efficacement l'orientation et les priorités stratégiques.
- 2 Maintenir et renforcer les relations de travail et les maillages avec le gouvernement fédéral dans le cadre de ses interventions au nom des entreprises canadiennes
- 3 Engager, adapter et promouvoir le réseau de la Chambre de commerce du Canada afin de représenter effectivement les intérêts des entreprises du Canada tout entier.
- 4 Offrir aux membres des services et produits sans pareil qui dépassent les attentes.
- 5 Promouvoir le rôle et la contribution de la Chambre de commerce du Canada et son intervention efficace au nom des entreprises canadiennes.
- 6 Générer les revenus nécessaires pour permettre à la Chambre de commerce du Canada de rester l'association de gens d'affaires la plus influente du Canada.



Le point sur le plan stratégique

1 Renforcer la recherche, l'élaboration des politiques et l'intervention

La Chambre de commerce du Canada deviendra l'association de gens d'affaires la plus apte à régler les principaux enjeux des entreprises canadiennes.

Priorités stratégiques

- Renforcer la capacité de recherche et d'élaboration des politiques afin de renforcer la position de meneur du débat d'orientation de politique; utiliser les sondages pour représenter plus efficacement et proactivement les intérêts du milieu des affaires; renforcer le rôle d'intervention afin d'accroître la représentation et l'influence auprès du gouvernement fédéral; et finaliser le mécanisme d'établissement des priorités.

Réussites en 2009

- Le poste de directeur des Affaires parlementaires a renforcé l'intervention et le profil sur la Colline du Parlement.
- La Chambre est reconnue comme un intervenant clé sur les questions qui intéressent les membres, notamment la propriété intellectuelle, la frontière canado-américaine, la politique économique et la responsabilité sociale des entreprises. La *Journée du commerce international*

et la conférence *Vers un avantage économique* (à laquelle le premier ministre a assisté) ont solidement établi la position dominante de la Chambre de commerce du Canada en matière de politique.

- Durant la crise parlementaire de l'hiver 2009, la Chambre a adressé aux dirigeants politiques un appel pressant et coordonné à mettre fin aux manœuvres politiques et à élaborer ensemble une stratégie en vue de stimuler l'économie, d'assurer l'accès au crédit abordable et de poser les fondements de la croissance et de la compétitivité économiques à long terme.
- La Chambre a lancé une importante initiative énergétique lorsqu'elle a publié un rapport préconisant une stratégie canadienne de l'énergie durable.
- La Chambre a augmenté le nombre de documents axés sur un leadership éclairé (six) et lancé une nouvelle série sur l'économie (six énoncés).
- La Chambre a élaboré un processus d'établissement des priorités, utilisant notamment un sondage annuel. Les priorités pour 2010 sont les suivantes: politique économique, Canada-États-Unis, énergie et environnement, innovation, compétences, transport et commerce.



- La Chambre a mené auprès des PME un sondage sur le commerce électronique qui a reçu plus de 1 000 réponses et a continué d'effectuer de brefs sondages sur son site Web.

2 Renforcer le réseau de la Chambre

De concert avec ses partenaires du réseau, la Chambre de commerce du Canada renforcera la puissance et la visibilité du réseau afin d'ajouter de la valeur pour tous les membres et d'accroître leur capacité à influencer les gouvernements.

Priorités stratégiques

- Renforcer la marque du réseau en mettant en œuvre une nouvelle structure de gouvernance; adapter le réseau pour qu'il représente plus efficacement les intérêts des membres et du milieu des affaires; et offrir des produits et services à valeur ajoutée.

Réussites en 2009

- Les sondages indiquent un soutien important à l'égard du développement d'une marque pour le réseau.
- La Chambre a élaboré des modèles résumant les questions de politique pertinentes et expliquant sa position : énoncés de politique,

lettres, gabarits et communiqués de presse sont distribués au réseau de la Chambre qui est invité à les utiliser.

- La Chambre a créé un groupe de travail composé de membres du réseau qui commente le processus d'élaboration des politiques.
- La Chambre a rédigé un guide sur l'élaboration des résolutions de politique et le distribue aux membres du réseau pour les aider à formuler leurs politiques.
- Deux nouveaux programmes d'affinité productifs de recettes ont été lancés : Hotline to HR et services juridiques prépayés.
- La Chambre a mené des tables rondes régionales avec les membres de son réseau.
- Un sondage mené par la Chambre auprès des chambres membres du réseau a indiqué que celles-ci sont très satisfaites des programmes et des services offerts.

- La Chambre a créé un siège permanent au conseil d'administration pour le président de l'Association des cadres de chambres de commerce du Canada.

3 **Communiquer, promouvoir et renforcer la valeur de l'adhésion pour tous les membres**

La Chambre de commerce du Canada renforcera les communications aux membres. Elle augmentera la participation et la fidélité des membres à ses programmes pour gens d'affaires. Elle élargira sa portée et son influence en mettant en valeur son rôle et ses réalisations auprès des membres et autres intervenants clés.

Priorités stratégiques

- Bâtir une marque qui démarque clairement la Chambre de commerce du Canada des autres associations de gens d'affaires horizontales; aider le réseau à identifier les acquis en matière de politique et à accroître la sensibilisation; renforcer la capacité et la focalisation du marketing; améliorer le soutien aux communications offert aux membres; et augmenter la participation et la fidélité des membres aux programmes pour gens d'affaires de la Chambre.

Réussites en 2009

- La Chambre a élaboré et mis en œuvre sa nouvelle stratégie de marque « *Branché!* ».
- La Chambre a créé du matériel de communication, des modèles et documents connexes pour uniformiser le profil et le message de ses travaux de politique, des activités et des renseignements destinés aux membres.
- La Chambre a lancé un nouveau site Web mettant en valeur la nouvelle marque après avoir consulté ses membres au sujet de nouvelles initiatives de marketing.
- La Chambre a élaboré *Au courant*, un bulletin pour les dirigeants des chambres qui fournit au réseau des renseignements sur le perfectionnement professionnel et les pratiques exemplaires ainsi que des mises à jour.

4 **Augmenter l'effectif et diversifier les revenus**

La Chambre de commerce du Canada élaborera un modèle de financement viable en élargissant la base de l'affiliation collective, en renforçant les activités commerciales actuelles, en ajoutant de nouvelles initiatives et en augmentant les commandites.

« Le soutien, la coordination et l'inclusion du réseau ont été incroyables! Ils m'ont rendu très fier d'appartenir au mouvement des chambres! La région du Nord dit merci. »

*Rick Karp, président
Chambre de commerce de Whitehorse*

Priorités stratégiques

- Élargir la base de l'affiliation collective et augmenter les revenus; renforcer les activités et les recettes tirées de sources commerciales, d'événements et de commandites; et ajouter de nouvelles initiatives dans le but d'accroître la pertinence et l'importance de la Chambre de commerce du Canada et, partant, l'assiette du revenu.

Réussites en 2009

- La Chambre a obtenu la majorité des renouvellements, dont certains ont été augmentés même durant cette année difficile. Taux de renouvellement : 93 %.
- La Chambre a surpassé l'objectif d'affiliation collective de 2009.
- La Chambre a surpassé l'objectif d'adhésion des chambres locales.
- La Chambre a surpassé l'objectif d'adhésion des associations.
- La Chambre a surpassé l'objectif de commandite pour la série de tables rondes sur l'économie pour la première fois en 2009.
- La Chambre a surpassé les objectifs de commandite pour les deux documents de politique prévus en 2009 : la série de documents sur la stratégie de transport et la stratégie d'énergie.

- La Chambre a surpassé l'objectif de commandite pour le rapport qui a donné suite au document sur la frontière canado-américaine de l'an dernier.
- La Chambre a mené dix tables rondes sur l'économie de part et d'autre du pays.

5 Investir dans l'organisme pour appuyer et maintenir la croissance

La Chambre de commerce du Canada investira dans les secteurs clés de l'infrastructure organisationnelle et dans les ressources humaines afin d'attirer et de retenir une équipe professionnelle solide et d'avoir la capacité requise pour appuyer et soutenir effectivement la croissance future.

Priorités stratégiques

- Perfectionner les compétences et les capacités au sein de l'organisme tout en déployant les ressources actuelles et futures pour appuyer les priorités de politique plus efficacement; renforcer la capacité de marketing et de communication de l'organisme à l'aide d'investissements sélectionnés dans le personnel et la technologie; et formuler une stratégie et un plan de TI qui sont conformes aux priorités et aux exigences organisationnelles et les appuient.



Réussites en 2009

- La Chambre a complété des projets technologiques et de ressources humaines pour accroître l'efficacité et l'efficacité des communications et des services aux membres.

« Quand je pense à la Chambre de commerce du Canada, les termes connectivité, crédibilité et soutien me viennent à l'esprit. Connectivité – représenter les chambres du Canada tout entier sur les questions qui touchent les entreprises. Crédibilité – intervenir avec succès en faveur du changement. Soutien – constituer une source de renseignements et d'assistance fiable et souple. »

*Deborah Bonk, présidente-directrice générale,
Chambre de commerce de Vaughn*



Un monde d'accès



Les connexions fournissent l'accès. La Chambre de commerce du Canada est le seul organisme canadien affilié à la Chambre de commerce internationale et au Comité consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE. Grâce à cette représentation, les membres de la Chambre ont une voix sur la scène internationale.

Chambre de commerce internationale (CCI)



La CCI est l'organisme international de gens d'affaires qui représente les intérêts des entreprises de tous les secteurs industriels du globe. Grâce à son affiliation exclusive à la CCI, la Chambre de commerce du Canada offre à ses membres la possibilité d'intervenir directement auprès des nombreux organismes internationaux auxquels la CCI siège officiellement : OMC, WPO, Organisation mondiale des douanes, CODEX, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC)



Le Comité consultatif économique et industriel permet au secteur privé de participer aux débats de politique de l'OCDE. Une association de gens d'affaires de chacun des trente pays industrialisés de l'OCDE siège au Comité.

Le Comité formule des recommandations à l'intention des gouvernements dans des secteurs tels que la libéralisation du commerce, le développement durable, le commerce électronique, la propriété intellectuelle, la fiscalité et la finance. Grâce à la représentation de la Chambre de commerce du Canada au sein du Comité, les entreprises canadiennes participent à la formulation des politiques de l'OCDE.



Services commerciaux

La Chambre de commerce du Canada fournit aux membres et aux non-membres des services commerciaux uniques et essentiels qui favorisent la réciprocité des échanges et des investissements au-delà des frontières internationales :



Carnet ATA

Le Carnet ATA est essentiellement un passeport de marchandises, un document douanier international qui facilite l'importation temporaire hors taxe de marchandises dans les pays étrangers. Ce service offert exclusivement par la Chambre de commerce du Canada simplifie les procédures douanières, diminue les coûts et économise temps et paperasserie. Plus de 66 pays acceptent les carnets ATA.

Certification des documents

La certification des certificats d'origine et des documents connexes est un service offert par la Chambre de commerce du Canada depuis de nombreuses années. Un grand nombre de pays exigent que les certificats d'origine et documents connexes soient certifiés avant d'autoriser les marchandises à entrer au pays ou de traiter les demandes de procédures d'entrée des exportateurs.

Certification électronique

La certification électronique des certificats d'origine et des documents connexes est maintenant offerte aux exportateurs canadiens par la Chambre de commerce du Canada. Les avantages de ce service sont, notamment, le délai de traitement rapide, la création et la soumission instantanée de demandes répétitives, le traitement des factures et autres documents dans tous les principaux formats et l'authentification immédiate des documents validés par les autorités étrangères.

Librairie de la CCI

La Chambre de commerce du Canada est l'association de gens d'affaires la plus importante et influente du Canada et, à ce titre, elle propose des outils de référence uniques qui aident les professionnels à commercer à l'étranger.

Conçues et mises au point par des gens d'affaires pour des gens d'affaires, les publications de la Chambre de commerce internationale (CCI) aident les sociétés à comprendre les termes compliqués, acronymes, procédures, règles et règlements associés aux transactions internationales.

En 2010, une nouvelle édition de l'ouvrage de référence le plus souvent utilisé sera disponible. INCOTERMS® 2010 continuera de faire partie de la langue du commerce international. Constamment utilisés dans le monde entier, les incoterms définissent les modalités de la répartition entre l'acheteur et le vendeur des responsabilités liées à un contrat de vente.

La nouvelle édition, INCOTERMS® 2010, doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et sera disponible uniquement à la librairie de la Chambre de commerce du Canada.

*Pour plus de renseignements, consulter
www.chamber.ca.*



Comment participer – événements de 2010



Congrès annuel 2010

Congrès annuel

La Chambre de commerce du Canada est l'organisme national de gens d'affaires le plus important du pays. Elle représente des entreprises de toutes tailles, actives dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les régions du Canada. Notre congrès annuel réunit plus de 400 délégués représentant ces entreprises venus débattre les questions de l'heure et les résolutions qui établiront le mandat très large de notre organisme pour la prochaine année.

Du 24 au 27 septembre,
Hilton Lac-Leamy, Gatineau (Québec)



vers un avantage
économique

Vers un avantage économique

Cet important forum pour gens d'affaires réunit des prééminents guides d'opinion et décideurs du secteur privé, du gouvernement et du milieu universitaire venus examiner des stratégies visant à créer un avantage concurrentiel pour le Canada et les entreprises canadiennes.

28 septembre,
Hilton Lac-Leamy, Gatineau (Québec)

Photo : Stan Behal Photography



Le très honorable Stephen Harper, premier ministre du Canada, et l'honorable Perrin Beatty, La Chambre de commerce du Canada



Sommet des affaires du **G8/20** Business Summit
Canada 2010

Sommet d'affaires du G8/20 et Forum Canada-UE

Les réunions du G8 et du G20 et les Jeux olympiques d'hiver font du Canada le point de mire en 2010. Le sommet historique réunit des chefs d'entreprise de différents pays venus traiter des enjeux économiques mondiaux et préparer des recommandations à l'intention des dirigeants du G8/G20 en prévision de leurs sommets de juin 2010. Représentant collectivement des millions d'entreprises, les conférenciers discuteront de la gestion de l'économie mondiale et de la réforme des services financiers, du problème du changement climatique et de l'accélération de la croissance mondiale grâce au commerce international.

Le Forum Canada-UE dressera un bilan des négociations sur le libre-échange et véhiculera la préférence des milieux d'affaires pour des résultats rapides, équilibrés et ambitieux.

28 avril : Forum Canada-UE

29 avril : Sommet d'affaires du G8/20

Hilton Lac-Leamy, Gatineau (Québec)



Dîner de gala en hommage au cadre international de l'année

Créé en 1992, ce titre est décerné chaque année au dirigeant d'une société canadienne qui, par son leadership exemplaire, a assuré une présence solide, concurrentielle pour le Canada sur les marchés internationaux. Les Canadiens, croyait-on, hésitent trop souvent à célébrer la réussite des entreprises canadiennes au-delà de nos frontières. Un pays qui dépend autant du commerce et de l'investissement international se doit de reconnaître les réalisations des entreprises canadiennes dans l'environnement commercial international.

Automne 2010

*Le cadre international de 2009,
M. E. Hunter Harrison, CN*



Tables rondes des chefs d'entreprise

Cette série unique offre aux chefs d'entreprise la possibilité de présenter leurs observations sur les questions clés qui affectent leur organisme et leur secteur. Animée par les membres du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada dans les principaux centres commerciaux du pays, elle constitue une importante connexion entre les entreprises et le gouvernement fédéral.

Communiquez avec nous pour le détail et les emplacements.

Tables rondes du réseau de la Chambre de commerce du Canada

Tenues à divers endroits durant l'année, ces tables rondes servent à partager les idées, les observations et les meilleures pratiques communes de notre réseau.

Les commentaires recueillis lors des tables rondes aident la Chambre de commerce du Canada à rejoindre les propriétaires d'entreprises pour lesquels les chambres de trois niveaux – local, provincial/territorial/régional et national – tentent de rendre le climat des affaires plus concurrentiel, efficace et profitable. L'union fait la force!

Communiquez avec nous pour le détail et les emplacements.



Merci à nos partenaires d'événements de 2009

Tables rondes des chefs d'entreprise

AON
AstraZeneca
CN
Purolator
RBC
Trisura

Congrès annuel Victoria, C-B

AGF Management
Andrew Peller Limited
AON Reed Stenhouse
BC Lottery Corporation
BDC
BMO Banque de Montréal
Bombardier
Association des brasseurs
Postes Canada
Canada Safeway
Canadian Business

Canadien Pacifique
CHC Helicopters
CN
Corby's
Custom House
EDC
EnCana
ESSO
First Data
Bureau d'orientation relatif aux titres de compétence étrangers
GE Canada
Hôtels Hilton
Hoffman-LaRoche
Home Hardware
HR.com
ICID
Industrie Canada
Johnson Inc.
Nexen
Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles

Power Corporation
TPSGC
RBC
Rogers Chocolates
Banque Scotia
TD Services aux Commerçants
Groupe Financier Banque TD
Teck
L'Alliance des conseils sectoriels
Time Warner
Trisura
Université de Victoria
Via Rail

Journée du commerce international

EDC
Blake, Cassels & Graydon
F.I.T.T.
Conseil canadien des normes
IBM
Vale Inco

Tables rondes du réseau de la Chambre de commerce du Canada

AON
ESSO
Trisura

Vers un avantage économique

Microsoft Canada
Nexen
RBC
Banque Scotia

Dîner des sous-ministres

3M Canada
Best Buy
CIBC
Cisco Systems
Dow Chemical
Honda Canada
IBM

MacLeod Dixon
MDS Nordion
Microsoft
Port Metro Vancouver
RBC
RIM
Siemens Canada
TELUS

Dîner de gala en hommage au cadre international de l'année

ATCO
CN
KPMG
Port de Montréal
Holding OCB Inc.
Ogilvy Renault
Power Corporation
RBC
Rio Tinto Alcan





Conseil d'administration 2009 - 2010



Présidente

Shauneen Bruder
Vice-présidente directrice,
Marchés des entreprises et
Marchés commerciaux
Groupe financier RBC
Toronto, ON



Première vice-présidente

Elyse Allan
Présidente et
chef de la direction
GE Canada
Mississauga, ON



Deuxième vice-président

Bob Youden
Vice-président principal et
dirigeant de l'unité
opérationnelle régionale de
Canada Est
Stantec
Saint John, NB



Troisième vice-président

David Paterson
Vice-président,
Affaires publiques
Manuvie
Toronto, ON



Trésorier

John Jacobsen
Président
Tower Group of Companies
Iqaluit, NU



Président sortant

Roger Thomas
Directeur
FLINT Energy Services Ltd.
Calgary, AB



Président et chef de la direction

L'honorable Perrin Beatty
La Chambre de commerce du Canada
Ottawa, ON



Conseil d'administration 2009 - 2010

George Addy
Associé
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
Toronto, ON

Pierre Alvarez
Vice President, Corporate Relations
Nexen
Calgary, AB

Sherri Brillon
Executive Vice President,
Strategic Planning and Portfolio Management
EnCana Corporation
Calgary, AB

Terry Draycott
President and CEO
Prism Sulphur
Calgary, AB

Kelvin Dushnisky
Executive Vice President
Corporate Affairs
Barrick Gold Corporation
Toronto, ON

Moreno Fiore
Premier vice-président,
Développement des affaires, Est du Canada
BFL Canada
Montréal, QC

Daren Hancott
Acting Dean of Business and Management
University Canada West
Vancouver, C-B

George Haynal
Vice President, Government Affairs
Bombardier Inc.
Ottawa, ON

Don Hickey
Vice President, Facilities and Operations
University of Alberta
Edmonton, AB

Pat Horgan
Vice President, Manufacturing,
Development and Operations,
IBM Canada Ltd.
Markham, ON

Craig Hougen
President
Hougen Group of Companies
Whitehorse, YT

Joseph Iannicelli
Président et chef de la direction
Standard Life Assurance Company
Montréal, QC

Laurie Jennings
Patron Director
Atlantic Provinces Chambers of Commerce
Masstown, NE

Bill Johnson
Director, Public Affairs
PotashCorp
Saskatoon, SK

Peter Lane
Senior Vice President,
Finance and Administration, CTR
Canadian Tire Corporation
Toronto, ON





Conseil d'administration 2009 - 2010

Dale Lemke

Immediate Past Chair
Saskatchewan Chamber of Commerce
Saskatoon, SK

Leonard Loboda

Director
Manitoba Chambers of Commerce
Winnipeg, MB

Martin Lockyer

Vice President,
Legal Services & Corporate Secretary
CHC Helicopter Corporation
Richmond, C-B

Neil Macdonald

Vice President, General Counsel and Secretary
General Motors of Canada Limited
Oshawa, ON

David MacKenzie

CEO
Confederation Centre of the Arts
Charlottetown, I.P.E

Line Maheux

Directrice, Affaires gouvernementales
Bell Canada
Montréal, QC

Luc Martin

Leader du secteur manufacturier, Canada
Deloitte
Montréal, QC

Doug McCuaig

Senior Vice President and General Manager,
GTA and Atlantic
CGI
Toronto, ON

Bill McFarland

National Managing Partner
Price Waterhouse Coopers L.L.P.
Toronto, ON

Yves Morency

Vice-président, Relations gouvernementales MCD
Mouvement des caisses Desjardins
Lévis, QC

Michael Murphy

Vice President, Government Affairs
Canadian Pacific Railway
Ottawa, ON

Michael Novak

Vice-président directeur
SNC Lavalin
Montréal, QC

Karen Oldfield

President and CEO
Halifax Port Authority
Halifax, NE

Don Oszli

Chair
Alberta Chambers of Commerce
Edmonton, AB

J.-Robert Ouimet

Président du Conseil et chef de la direction
Holding OCB Inc.
Montréal, QC





Conseil d'administration 2009 - 2010

Richard Payette

Président du conseil d'administration
Fédération des chambres de commerce du Québec
Montréal, QC

Russell Payson

Chairman and CEO
Skyservice Business Aviation Inc.
Mississauga, ON

Gordon Peters

CEO
Cando
Brandon, MB

Luc Reny

Vice-président, Ressources humaines
Power Corporation du Canada
Montréal, QC

Valerie Roy

CEO
Greater Moncton Chamber of Commerce
Moncton, NB

Erik Ryan

Premier vice-président,
Communications et relations externes
Rio Tinto Alcan
Montréal, QC

William L (Mick) Ryan

Partner
Stewart McKelvey
Halifax, NE

Shayne Smith

Immediate Past Chair
Ontario Chamber of Commerce
Toronto, ON

Ian Struther

Senior Vice President,
Commercial National Accounts
TD Business Banking
Toronto, ON

Ann Marie Tout

Manager
Enbridge Pipelines (NW) Inc.
Norman Wells, TNO

Michael Watson

First Vice Chair
British Columbia Chamber of Commerce
North Vancouver, C-B

Duncan Wilson

Director, Communications and Public Affairs Port
Metro Vancouver
Vancouver, C-B

Janet Yale

Executive Vice President,
National Chair of TELUS Community Boards
TELUS
Ottawa, ON



Pour tous renseignements concernant l'affiliation à la Chambre de commerce du Canada ou des occasions de partenariat, veuillez communiquer avec Jean-Jacques Hermans, Vice-président, Québec à jhermans@chamber.ca ou 514.866.4334 poste 223

OTTAWA

420 - 360 rue Albert
Ottawa, ON
K1R 7X7

) 613.238.4000

☎ 613.238.7643

TORONTO

901 - 55 avenue University
Toronto, ON
M5J 2H7

) 416.868.6415

☎ 416.868.0189

MONTREAL

709 - 1155 rue University
Montréal, QC
H3B 3A7

) 514.866.4334

☎ 514.866.7296

CALGARY

PO Box 38057
Calgary, AB
T3K 5G9

) 403.271.0595

☎ 403.226.6930

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA



THE CANADIAN CHAMBER OF COMMERCE

www.chamber.ca